

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2004 — 3703

[C — 2004/36455]

4 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à certaines règles de fonctionnement concernant le Conseil pour les contestations d'examens compétent pour l'enseignement supérieur

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 19 mars 2004 relatif au statut de l'étudiant, à la participation dans l'enseignement supérieur, l'intégration de certaines sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les instituts supérieurs et l'accompagnement de la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, notamment les articles II.16 et II.41;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 22 avril 2004;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le siège du Conseil pour les contestations d'examens visé à la Partie II, Titre II, Chapitre 3 du décret du 19 mars 2004 relatif au statut de l'étudiant, à la participation dans l'enseignement supérieur, l'intégration de certaines sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale dans les instituts supérieurs et l'accompagnement de la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, est situé dans l'immeuble appelé « Hendrik Consciencegebouw », boulevard du Roi Albert II 15, à 1210 Bruxelles.

Art. 2. Le président reçoit une indemnité forfaitaire annuelle de 2.480 euros.

Les assesseurs reçoivent un remboursement des frais de parcours et de séjour conformément au régime du statut s'appliquant au personnel du Ministère de la Communauté flamande.

Le secrétaire reçoit une indemnité forfaitaire annuelle de 500 euros.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 4. La Ministre flamande qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3704

[2004/202855]

17 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la procédure d'agrément des dépôts de biens archéologiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et notamment l'article 239;

Vu l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne, donné le 1^{er} avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2004;

Sur la proposition du Ministre-Président en charge du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré dans le Titre III du Livre IV, un chapitre VI comprenant les articles 525 à 529, rédigé comme suit :

"CHAPITRE VI. — De la procédure d'agrément des dépôts de biens archéologiques

"Art. 525. Au sens du présent arrêté, on entend par :

"dépôt" : le lieu de stockage, d'étude ou d'exposition où sont conservés les biens archéologiques provenant de sondages ou de fouilles exécutés en Région wallonne.

Art. 526. L'agrément comme dépôt de biens archéologiques est accordé par le délégué du Gouvernement visé à l'article 515. La demande est introduite auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal, ou déposée contre récépissé.

Art. 527. § 1^{er}. Les différentes catégories de biens archéologiques pour lesquelles l'agrément peut être demandé sont les suivantes :

- 1° les métaux;
- 2° les matières organiques, notamment bois, cuir, textile, vannerie, papier, ambre, os, ivoire, bois de cerf;
- 3° les enduits peints, les objets en pierre ou en terre cuite polychromes et les objets en terre crue;
- 4° tout autre bien archéologique à l'exclusion des catégories énumérées à l'article 527, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°.

§ 2. Les conditions d'agrément communes à tous les dépôts sont les suivantes :

- 1° que le demandeur soit propriétaire du ou des bâtiments servant de dépôt ou, titulaire de droits réels sur le ou les bâtiments servant de dépôt;
- 2° que les locaux servant de dépôt ne souffrent pas d'infiltrations d'eau ou de contamination par des insectes ou des champignons lignivores, notamment du type mэрule ou coniofophora;
- 3° qu'ils possèdent une installation électrique conforme aux normes en vigueur;
- 4° qu'ils ne contiennent pas de stock de produits inflammables, explosifs ou corrosifs;
- 5° que les voies d'accès du ou des bâtiments servant de dépôt soient sécurisées contre le vol et le vandalisme;
- 6° que les biens archéologiques soient conservés à l'abri de la pluie, du gel et des inondations
- 7° que les biens archéologiques ne soient pas exposés à des chocs ou vibrations régulières, notamment par la proximité d'une voie de chemin de fer ou d'une route à charroi lourd;
- 8° que les biens archéologiques soient repris dans un inventaire;
- 9° qu'ils soient marqués ou étiquetés de façon à pouvoir retrouver leur provenance, sans que les étiquettes éventuelles soient collées directement sur les objets;
- 10° que les biens archéologiques soient emballés et stockés de façon à leur éviter tout dommage physique, notamment par frottement ou écrasement;
- 11° que le dépôt contienne un lieu d'archivage pour la documentation de fouille accompagnant les biens archéologiques;
- 12° qu'il contienne un espace de travail adapté et disponible pour les chercheurs.
- 13° que le propriétaire ou le titulaire de droits réels justifie de la souscription d'une assurance jugée suffisante par le Gouvernement pour couvrir les dégâts que le dépôt pourrait subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, les explosions et les intempéries.

§ 3. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques en métal sont :

- 1° que les biens archéologiques en métal ne soient pas en contact direct avec d'autres métaux;
- 2° qu'ils ne soient pas emballés avec des matériaux d'emballage susceptibles de dégager des acides organiques, du chlore ou du soufre, comme le bois, le carton, le papier, le chlorure de polyvinyle (PVC), l'ouate, la laine;
- 3° que ni acide chlorhydrique ni esprit de sel ne soit utilisé dans le dépôt, même en petite quantité;
- 4° que les biens archéologiques métalliques ne soient pas exposés à des écarts thermiques quotidiens de plus de 10°C;
- 5° que la température dans le dépôt ne dépasse pas 25 °C ni ne descende en dessous de 13 °C;
- 6° que les objets archéologiques en fer soient stockés à un taux d'humidité relative inférieur à 18 % ;
- 7° que les métaux non ferreux soient stockés à un taux d'humidité relative inférieur à 35 % ;
- 8° que le dépôt utilise un équipement de mesure permettant d'y contrôler la température et le taux d'humidité relative et ses variations.

§ 4. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques en matières organiques sont :

- 1° que les objets en matières organiques soient conservés à une température ne dépassant pas 20°C et ne descendant pas en dessous de 2°C;
- 2° qu'ils ne soient pas exposés à des écarts thermiques quotidiens de plus de 10°C;
- 3° que les objets en matières organiques gorgées d'eau soient temporairement conservés immergés dans l'eau et à l'abri de la lumière entre leur découverte et leur traitement de conservation-restauration;
- 4° que les objets en matières organiques non gorgées d'eau soient conservés à un taux d'humidité relative de 55 ± 10 % ;
- 5° que le dépôt utilise un équipement de mesure permettant d'y contrôler la température et le taux d'humidité relative et ses variations.

§ 5. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques en pierre ou terre cuite polychromes, en terre crue et pour les enduits peints sont :

- 1° que les biens archéologiques soient conservés à un taux d'humidité relative de 55 ± 10 % ;
- 2° qu'ils ne soient pas exposés à des écarts thermiques quotidiens de plus de 10°C;
- 3° qu'ils soient conservés à une température ne dépassant pas 25°C et ne descendant pas en dessous de 2°C;
- 4° que le dépôt utilise un équipement de mesure permettant d'y contrôler la température et le taux d'humidité relative et ses variations.

Art. 528. § 1^{er}. La demande d'agrément est rédigée sur le formulaire délivré par la Direction Générale et mentionne au minimum :

- 1° le nom, l'adresse et le statut juridique du demandeur;
- 2° l'adresse du ou des bâtiments destinés au dépôt;
- 3° pour chaque bâtiment : le nom et l'adresse de la personne responsable du dépôt, ses conditions d'accessibilité et une description succincte des biens archéologiques qu'il contient;
- 4° Les catégories de biens archéologiques pour lesquelles la demande d'agrément est effectuée.

Si le demandeur est une association sans but lucratif, la demande est accompagnée d'une copie des statuts de l'association. Ceux-ci doivent mentionner les dispositions prévues pour la gestion du dépôt en cas de dissolution de l'association.

§ 2. Une visite des lieux pour lesquels l'agrément est demandée est organisée à l'initiative de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception de la demande, en présence d'un représentant de la Direction générale et du demandeur ou de son représentant. Au cours de cette visite, toutes les conditions d'agrément sont passées en revue, et le demandeur est invité à exprimer toutes les observations qu'il juge utiles. Celles-ci sont consignées dans le procès-verbal de la visite.

§ 3. Le délégué du Gouvernement statue sur la demande d'agrément dans les trente jours à compter de la visite des lieux. La décision motivée est notifiée au demandeur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

§ 4. Le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre en charge du Patrimoine dans les soixante jours qui suivent la réception de la notification. Le recours est adressé à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Le Ministre notifie au demandeur sa décision sur recours dans un délai de soixante jours à dater de la réception de celui-ci.

§ 5. Si l'agrément est accordé, il est valable pour une période de cinq ans à dater de la notification. Six mois avant l'expiration du délai, une demande de renouvellement de l'agrément peut être envoyée à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, selon les modalités visées au présent article.

§ 6. Le titulaire de l'agrément communique à la Direction générale un inventaire des biens archéologiques wallons qu'il reçoit en dépôt, en indiquant au minimum à quelles catégories de biens archéologiques ils appartiennent, qui en est propriétaire, de quel site ils proviennent et qui était le titulaire de l'autorisation de fouilles. Les modifications à l'inventaire, que ce soit par dépôt ou par retrait de biens archéologiques, seront communiquées à la Direction générale au moins une fois par an.

§ 7. Le titulaire de l'agrément est tenu de notifier à la Direction générale, dans les quinze jours, toute modification importante des conditions d'agrément, notamment modification du statut juridique du ou des bâtiments, incendie, inondation, infiltrations d'eau, contamination par des champignons ou des insectes lignivores, vol, vandalisme, et déviation des normes de température ou d'humidité relative prolongées pendant plus de dix jours consécutifs.

Art. 529. § 1^{er}. Si la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine constate que le dépôt ne répond plus aux conditions initiales, le délégué du Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément.

§ 2. La décision motivée de suspension est notifiée au titulaire par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception. Dans les soixante jours qui suivent la réception de la notification de suspension, un recours peut être introduit auprès du Ministre en charge du Patrimoine. Le recours est adressé à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal. Le Ministre notifie au titulaire sa décision sur recours dans un délai de soixante jours à dater de la réception de celui-ci, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

§ 3. En l'absence de recours dans les soixante jours de l'échéance du délai fixé au § 2, le Ministre notifie le retrait de l'agrément du dépôt au titulaire par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal. Une copie de la décision est envoyée pour information aux propriétaires des biens archéologiques déposés et aux titulaires des autorisations de fouilles."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3704

[2004/202855]

17. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Zulassungsverfahrens für Lagerplätze für archäologische Güter

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 239;

Aufgrund des am 1. April 2004 abgegebenen Gutachtens der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 3. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, zuständig für das Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel VI mit folgendem Wortlaut, der die Artikel 525 bis 529 umfasst, in Titel III von Buch IV eingefügt:

"KAPITEL VI — Zulassungsverfahren für Lagerplätze für archäologische Güter

"Art. 525 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

"Lagerplatz": Lagerungs-, Untersuchungs- oder Ausstellungsort, in dem die archäologischen Güter, die aus Sondierungen oder Ausgrabungen in der Wallonischen Region stammen, aufbewahrt werden.

Art. 526 - Die Zulassung als Lagerplatz für archäologische Güter wird von dem in Artikel 515 erwähnten Beauftragten der Regierung erteilt. Der Antrag wird bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben zugestellt oder bei ihr gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung abgegeben.

Art. 527 - § 1. Die verschiedenen Kategorien von archäologischen Gütern, für welche die Zulassung beantragt werden kann, sind die Folgenden:

- 1° die Metalle;
- 2° die organischen Stoffe, insbesondere Holz, Leder, Textilien, Geflecht, Papier, Amber, Knochen, Elfenbein, Hirschgeweih;
- 3° Farbputze, mehrfarbige Gegenstände aus Stein oder gebranntem Ton und Gegenstände aus rohem Ton;
- 4° jegliches sonstige archäologische Gut, mit Ausnahme der in Artikel 527, § 1, 1°, 2° und 3° aufgeführten Kategorien.

§ 2. Die für alle Lagerplätze gemeinsamen Zulassungsbedingungen sind die Folgenden:

- 1° der Antragsteller muss Eigentümer des bzw. der als Lagerplatz dienenden Gebäude oder Inhaber von dinglichen Rechten an dem bzw. den als Lagerplatz dienenden Gebäuden sein;
- 2° die Räumlichkeiten, die als Lagerplatz dienen, dürfen weder Eindringen von Wasser aufweisen noch durch holzfressende Insekten oder Fäulnispilze, insbesondere der Art Hausschwamm oder Coniophora verseucht sein;
- 3° sie sind mit einer Stromanlage ausgestattet, die den geltenden Normen entspricht;
- 4° sie enthalten keinen Vorrat von entzündlichen, explosionsgefährlichen oder ätzenden Stoffen;
- 5° die Zufahrtsstraßen zum bzw. zu den Gebäuden, die als Lagerplatz dienen, müssen gegen Diebstahl und Vandalismus gesichert sein;
- 6° die archäologischen Güter müssen sicher vor dem Regen, Frost und von Überschwemmungen aufbewahrt werden;
- 7° die archäologischen Güter dürfen keinen Stößen oder regelmäßigen Vibrationen ausgesetzt werden, insbesondere wegen der Nähe einer Eisenbahnlinie oder einer Straße mit Lkw-Verkehr;
- 8° die archäologischen Güter werden in einem Verzeichnis aufgenommen;
- 9° sie werden beschriftet oder mit Etiketten versehen, so dass ihre Herkunft wiedergefunden werden kann, ohne dass die eventuellen Etiketten direkt auf den Gegenständen geklebt sind;
- 10° die archäologischen Güter werden so verpackt und gelagert, dass ihnen jeglicher physische Schaden, insbesondere durch Reibung oder Zerdrücken vermieden wird;
- 11° der Lagerplatz umfasst einen Archivierungsort für die begleitende Ausgrabungsdokumentation der archäologischen Güter;
- 12° er umfasst einen verfügbaren angepassten Arbeitsraum für die Forscher;
- 13° der Eigentümer oder der Inhaber von dinglichen Rechten muss nachweisen, dass er eine von der Regierung als ausreichend betrachtete Versicherung zur Deckung der Schäden, die der Lagerplatz wegen Risiken wie Brand, Blitzschlag, Explosionen und Unwetter erleiden könnte, abgeschlossen hat.

§ 3. Die zusätzlichen Zulassungsbedingungen zur Lagerung von archäologischen Gütern aus Metall sind die Folgenden:

- 1° die archäologischen Güter aus Metall dürfen nicht in direktem Kontakt mit anderen Metallen stehen;
- 2° sie dürfen nicht mit anderen Verpackungsmaterialien verpackt werden, die organische Säuren, Chlor oder Schwefel entwickeln könnten, wie Holz, Pappe, Papier, Polyvinylchlorid (PVC), Watte, Wolle;
- 3° weder Chlorwasserstoffsäure noch Salzsäure darf in dem Lagerplatz benutzt werden, auch in kleiner Menge;
- 4° die archäologischen Güter aus Metall dürfen keinen täglichen Temperaturunterschieden von mehr als 10 °C ausgesetzt werden.
- 5° die Temperatur im Lagerplatz darf weder über 25 °C noch unter 13 °C liegen;
- 6° die archäologischen Güter aus Eisen müssen bei einer relativen Feuchtigkeit unter 18% gelagert werden;
- 7° die Nichteisenmetalle müssen bei einer relativen Feuchtigkeit unter 35% gelagert werden;
- 8° im Lagerplatz wird eine Messausrüstung benutzt, die die Messung der Temperatur und der relativen Feuchtigkeit im Raum sowie deren Schwankungen erlaubt.

§ 4. Die zusätzlichen Zulassungsbedingungen zur Lagerung von archäologischen Gütern aus organischen Stoffen sind die Folgenden:

- 1° die Gegenstände aus organischen Stoffen werden bei einer Temperatur aufbewahrt, die weder über 20 °C noch unter 2 °C liegt;
- 2° sie dürfen keinen täglichen Temperaturunterschieden von mehr als 10 °C ausgesetzt werden;
- 3° die Gegenstände aus organischen Stoffen, die mit Wasser übersättigt sind, müssen zwischen ihrem Fund und ihrer Behandlung zur Erhaltung-Restaurierung zeitweilig im Wasser eingetaucht und sicher vor Licht aufbewahrt werden;
- 4° die Gegenstände aus organischen Stoffen, die nicht mit Wasser übersättigt sind, müssen bei einer relativen Feuchtigkeit von 55 ± 10% gelagert werden;
- 5° im Lagerplatz wird eine Messausrüstung benutzt, die die Messung der Temperatur und der relativen Feuchtigkeit im Raum sowie deren Schwankungen erlaubt.

§ 5. Die zusätzlichen Zulassungsbedingungen zur Lagerung von archäologischen Gütern aus mehrfarbigem Stein oder mehrfarbigem gebranntem Ton, aus rohem Ton oder von Farbputzen sind die Folgenden:

- 1° die archäologischen Güter müssen bei einer relativen Feuchtigkeit von 55 ± 10% gelagert werden;
- 2° sie dürfen keinen täglichen Temperaturunterschieden von mehr als 10 °C ausgesetzt werden;
- 3° sie werden bei einer Temperatur aufbewahrt, die weder über 25 °C noch unter 2 °C liegt;
- 4° im Lagerplatz wird eine Messausrüstung benutzt, die die Messung der Temperatur und der relativen Feuchtigkeit im Raum sowie deren Schwankungen erlaubt.

Art. 528 - § 1. Der Zulassungsantrag erfolgt mittels des von der Generaldirektion ausgestellten Formulars und enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° Name, Anschrift und Rechtsstellung des Antragstellers;

2° Anschrift des bzw. der Gebäude, die als Lagerplatz dienen werden;

3° für jedes Gebäude: Name und Anschrift des Verantwortlichen für den Lagerplatz, Erreichbarkeitsbedingungen und eine kurze Beschreibung der archäologischen Güter, die im Lagerplatz vorhanden sind;

4° die Kategorien von archäologischen Gütern, für welche die Zulassung beantragt wird.

Wenn der Antragsteller eine Vereinigung ohne Erwerbszweck ist, wird dem Antrag eine Abschrift der Satzungen der Vereinigung beigelegt. Diese müssen die Maßnahmen angeben, die bei Auflösung der Vereinigung für die Verwaltung des Lagerplatzes vorgesehen sind.

§ 2. Auf Initiative der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes hin wird eine Besichtigung der Örtlichkeiten, für welche die Zulassung beantragt wird, innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Empfang des Antrags in Anwesenheit eines Vertreters der Generaldirektion und des Antragstellers oder dessen Vertreters organisiert. Im Laufe dieser Besichtigung werden alle Zulassungsbedingungen genau geprüft, und der Antragsteller wird ersucht, alle Bemerkungen, die er für nützlich hält, zu äußern. Diese werden in das Besichtigungsprotokoll aufgenommen.

§ 3. Der Beauftragte der Regierung entscheidet innerhalb von dreißig Tagen ab der Ortsbesichtigung über den Zulassungsantrag. Der begründete Beschluss wird dem Antragsteller mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung zugestellt.

§ 4. Der Antragsteller kann innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der Notifizierung beim Minister, der für das Erbe zuständig ist, einen Einspruch erheben. Der Einspruch wird an die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben gerichtet. Der Minister stellt dem Antragsteller seine Entscheidung über den Einspruch innerhalb von sechzig Tagen ab dessen Empfang zu.

§ 5. Wenn die Zulassung gewährt wird, so gilt sie für eine Frist von fünf Jahren ab dem Tage der Zustellung. Sechs Monate vor dem Ablauf der Frist kann ein Antrag auf die Erneuerung der Zulassung der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes nach den im vorliegenden Artikel erwähnten Modalitäten geschickt werden.

§ 6. Der Inhaber der Zulassung übermittelt der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes ein Verzeichnis der wallonischen archäologischen Güter, die ihm zur Lagerung gebracht werden, in dem er mindestens angibt, welchen Kategorien von archäologischen Gütern sie angehören, wer deren Eigentümer ist, aus welchem Standort sie kommen und wer Inhaber der Ausgrabungsgenehmigung war. Die Abänderungen des Verzeichnisses entweder durch Abgabe oder Entzug von archäologischen Gütern werden der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes mindestens einmal im Jahr gemeldet.

§ 7. Der Inhaber der Zulassung muss der Generaldirektion innerhalb von fünfzehn Tagen jede wichtige Abänderung der Zulassungsbedingungen melden, nämlich Abänderung der Rechtsstellung des bzw. der Gebäude, Brand, Überschwemmung, Eindringen von Wasser, Verseuchung durch Fäulnispilze oder holzfressende Insekten, Diebstahl, Vandalismus und Abweichung von den Normen hinsichtlich der Temperatur und der relativen Feuchtigkeit während mehr als zehn aufeinanderfolgenden Tagen.

Art. 529 - § 1. Wenn die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes feststellt, dass der Lagerplatz den ursprünglichen Bedingungen nicht mehr entspricht, kann die Regierung die Zulassung aussetzen oder entziehen.

§ 2. Der begründete Beschluss zur Aussetzung der Zulassung wird dem Inhaber mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung zugestellt. Innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang der Notifizierung des Aussetzungsbeschlusses kann ein Einspruch beim Minister, der für das Erbe zuständig ist, erhoben werden. Der Einspruch wird an die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben gerichtet. Der Minister stellt dem Inhaber seine Entscheidung über den Einspruch per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben innerhalb von sechzig Tagen ab dessen Empfang zu.

§ 3. Wenn kein Einspruch innerhalb von sechzig Tagen nach dem Ablauf der in § 2 festgesetzten Frist eingereicht worden ist, stellt der Minister per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben dem Inhaber den Entzug der Zulassung für den Lagerplatz zu. Eine Abschrift des Beschlusses wird den Eigentümern der gelagerten archäologischen Güter und den Inhabern der Ausgrabungsgenehmigungen zur Information übermittelt."

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3704

[2004/202855]

**17 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling
van de erkenningsprocedure voor de opslagplaatsen van archeologische goederen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 239;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen, gegeven op 1 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2004;

Op de voordracht van de Minister-President bevoegd voor Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In titel III van Boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk VI met de artikelen 525 tot 529 ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK VI. — Erkenningsprocedure voor de opslagplaatsen van archeologische goederen

"Art. 525. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

"opslagplaats : de opslag-, onderzoek- of tentoonstellingplaats waar de archeologische goederen afkomstig van de in het Waalse Gewest uitgevoerde peilingen of opgravingen worden bewaard.

Art. 526. De erkenning als opslagplaats van archeologische goederen wordt door de in artikel 515 bedoelde regeringsafgevaardigde toegekend. De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium gericht of bij hem tegen ontvangstbewijs afgegeven.

Art. 527. § 1. De verschillende categorieën archeologische goederen waarvoor de erkenning kan worden gevraagd, zijn de volgende :

1° metalen;

2° de organische stoffen, met name, hout, leder, textiel, mandenwerk, papier, amber, been, ivoor, hertshoorn;

3° de geleverde pleisterlagen, de stenen voorwerpen, de polychromatische terracottavorwerpen en de voorwerpen van onbewerkte en ruwe steen;

4° elk ander archeologische goed, met uitzondering van de categorieën bedoeld in artikel 527, § 1, 1°, 2° en 3°.

§ 2. De voor alle opslagplaatsen gemene erkenningsvoorwaarden zijn de volgende :

1° de aanvrager moet ofwel eigenaar zijn van het(de) gebouw(en) dat (die) als opslagplaats dient(en), ofwel houder zijn van zakelijke rechten op dit (deze) gebouw(en);

2° de lokalen die als opslagplaats dienen, moeten niet lijden aan waterinfiltratie noch aan besmetting door insecten of door houtzwammen zoals huiszwam of coniothora;

3° de lokalen moeten voorzien zijn van een met de vigerende normen overeenstemmende elektrische installatie;

4° geen ontvlambare, ontplofbare of corrosieve producten mogen in de lokalen opgeslagen worden;

5° de toegangswegen van het (de) gebouw(en) dat (die) als opslagplaats dient(en), moeten tegen diefstal en vandalisme beveiligd worden;

6° de archeologische goederen moeten tegen regen, vorst en overstromingen bewaard worden;

7° de archeologische goederen moeten niet blootgesteld worden aan schokken of regelmatige trillingen, met name door de nabijheid van een spoorweg of van een weg met zwaar verkeer;

8° de archeologische goederen moeten opgenomen worden in een inventaris;

9° de archeologische goederen moeten voorzien zijn van een merk of etiket om hun oorsprong terug te vinden zonder dat de eventuele etiketten rechtstreeks op de voorwerpen worden geplakt;

10° de archeologische goederen moeten zodanig verpakt en opgeslagen worden dat elke fysieke schade, met name door wrijving of verplettering, wordt voorkomen;

11° de opslagplaats moet een archiveringsplaats omvatten voor de documentatie over de opgravingen gevoegd bij de archeologische goederen;

12° de opslagplaats moet een aangepast en voor de vorsers beschikbare werkruimte omvatten;

13° de eigenaar of de houder van zakelijke rechten moet de intekening op een verzekering bevestigen, die door de Regering als voldoende wordt beschouwd om de schade te dekken, die de opslagplaats zou kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, bliksem, ontploffingen en weer en wind.

§ 3. De aanvullende erkenningsvoorwaarden voor de opslagplaats van metalen archeologische goederen zijn de volgende :

1° de metalen archeologische goederen moeten niet rechtstreeks in contact zijn met andere metalen;

2° ze moeten niet verpakt worden met verpakkingsmaterialen die organische zuren, chloor of zwavel zouden kunnen vrijmaken, zoals hout, karton, papier, polyvinylchloride, watten, wol;

3° geen polyvinylchloride, noch zoutzuur mag, zelfs in kleine hoeveelheid, worden gebruikt in de opslagplaats;

4° de metalen archeologische goederen moeten niet blootgesteld worden aan dagelijkse thermische verschillen van meer dan 10 °C;

5° de temperatuur in de opslagplaats mag niet hoger zijn dan 25 °C en niet lager dan 13 °C;

6° de ijzeren archeologische goederen moeten opgeslagen worden bij een vochtigheidspercentage van minder dan 18 %;

7° de non-ferrometalen moeten bij een vochtigheidspercentage van minder dan 35 % opgeslagen worden;

8° de opslagplaats moet voorzien zijn van een meetuitrusting om de temperatuur en het percentage van de relatieve vochtigheid en haar veranderingen te controleren.

§ 4. De aanvullende erkenningsvoorwaarden voor de opslagplaats van archeologische goederen in organische stoffen zijn de volgende :

1° de voorwerpen in organische stoffen moeten bewaard worden bij een temperatuur inbegrepen tussen 20 °C en 2 °C;

2° ze moeten niet blootgesteld worden aan dagelijkse thermische verschillen van meer dan 10 °C;

3° de voorwerpen in van water doordrenkte organische stoffen moeten voorlopig onder water en beschut tegen het licht bewaard worden tussen hun ontdekking en hun behandeling van bewaring-restauratie;

4° de voorwerpen in organische stoffen die niet van water doordrenkt zijn, moeten bewaard worden bij een relatief vochtigheidspercentage van 55 ± 10 %;

5° de opslagplaats moet voorzien zijn van een meetuitrusting om de temperatuur en het percentage van de relatieve vochtigheid en haar veranderingen te controleren.

§ 5. De bijkomende erkenningsvoorwaarden voor de opslagplaats van archeologische goederen in steen of van polychromatische terracotta voorwerpen, van voorwerpen van onbewerkte en ruwe steen en voor de geverfde pleisterlagen zijn de volgende :

1° de archeologische goederen moeten bewaard worden bij een relatief vochtigheidspercentage van 55 ± 10 %;

2° ze moeten niet blootgesteld worden aan dagelijkse thermische verschillen van meer dan 10 °C;

3° ze moeten bewaard worden bij een temperatuur inbegrepen tussen 25 °C en 2 °C;

4° de opslagplaats moet voorzien zijn van een meetuitrusting om de temperatuur en het percentage van de relatieve vochtigheid en haar veranderingen te controleren.

Art. 528. § 1. De erkenningsaanvraag wordt opgesteld op het door het Directoraat-generaal afgegeven formulier en vermeldt minstens :

1° de naam, het adres en het rechtsstatuut van de aanvrager;

2° het adres van het of de gebouwen bestemd voor de opslag;

3° voor elk gebouw : de naam en het adres van de voor de opslagplaats verantwoordelijke persoon, zijn toegankelijkheidsvoorwaarden en een beknopte beschrijving van de archeologische goederen die het bevat;

4° de categorieën archeologische goederen waarvoor de erkenningsaanvraag wordt opgemaakt.

Als de aanvraag een vereniging zonder winstoogmerk is, gaat de aanvraag vergezeld van een afschrift van de statuten van de vereniging. Deze moeten de bepalingen vermelden, die voorzien zijn voor het beheer van de opslagplaats in geval van ontbinding van de vereniging.

§ 2. Een bezichtiging van de plaatsen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, wordt georganiseerd op initiatief van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en dit in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal en van de aanvrager of diens vertegenwoordiger. Tijdens deze bezichtiging worden alle erkenningsvoorwaarden nagegaan en wordt de aanvrager erom verzocht om alle opmerkingen die hij nodig acht, uit te drukken. Deze worden vermeld in de notulen van de bezichtiging.

§ 3. De regeringsafgevaardigde beslist over de erkenningsaanvraag binnen dertig dagen te rekenen de bezichtiging van de plaatsen. De met redenen omklede beslissing wordt aan de aanvrager bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht medegedeeld.

§ 4. De aanvrager kan een beroep instellen bij de Minister bevoegd voor Patrimonium binnen zestig dagen na ontvangst van de kennisgeving. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbericht gericht aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. De Minister betekent zijn beslissing over het beroep aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het beroep.

§ 5. Als de erkenning wordt toegekend, is ze geldig voor een periode van vijf jaar te rekenen van de kennisgeving. Zes maanden vóór het verstrijken van de termijn kan een aanvraag om verlenging van de erkenning gestuurd worden aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium volgens de in dit artikel bedoelde modaliteiten.

§ 6. De houder van de erkenning deelt een inventaris van de Waalse archeologische goederen die hij in opslag bewaart, aan het Directoraat-generaal mede, en vermeldt minstens de categorieën archeologische goederen, de eigenaar ervan, de site waarvan ze afkomstig zijn en de houder van de opgravingsvergunning. De wijzigingen van de inventaris, door opslag of door intrekking van archeologische goederen, worden minstens één keer per jaar medegedeeld aan het Directoraat-generaal.

§ 7. De houder van de erkenning moet binnen vijftien dagen elke belangrijke wijziging van de erkenningsvoorwaarden mededelen aan het Directoraat-generaal, met name de wijziging van het rechtsstatuut van het of de gebouwen, brand, overstroming, waterinfiltraties, besmetting door insecten of door houtzwammen, diefstal, vandalisme en afwijking van de normen van temperatuur of relatieve vochtigheid die meer dan tien opeenvolgende dagen duren.

Art. 529. § 1. Als het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium vaststelt dat de opslagplaats de oorspronkelijke voorwaarden niet meer vervult, kan de regeringsafgevaardigde de erkenning schorsen of intrekken.

§ 2. De met redenen omklede beslissing tot schorsing wordt aan de houder bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs betekend. Binnen zestig dagen na ontvangst van de kennisgeving tot schorsing kan een beroep worden ingesteld bij de Minister bevoegd voor Patrimonium. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief tegen postontvangstbewijs gericht aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. De Minister betekent zijn beslissing over het beroep bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de houder binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van het beroep.

§ 3. Bij gebrek aan beroep binnen zestig dagen na afloop van de in § 2 bepaalde termijn betekent de Minister de intrekking van de erkenning van de opslagplaats bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de houder. Een afschrift van de beslissing wordt voor informatie gestuurd aan de eigenaren van de opgeslagen archeologische goederen en aan de houders van de opgravingsvergunningen."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE